

Décision : DAJ2023-125

**LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL  
DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE**

**Vu le décret n° 83-975 du 10 novembre 1983, modifié**  
relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

**Vu le décret du 01 février 2023**  
portant nomination du président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

**Vu le décret n°84-278 du 12 août 1984, modifié**  
relatif au régime administratif, budgétaire, financier et comptable de l'Institut national de la santé et de la  
recherche médicale ;

**Vu les dispositions légales et réglementaires**  
concernant la commande publique

**Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012**  
relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu la décision DAJ n°2020-81 du 12 février 2020**  
du Président-directeur général portant organisation des achats de l'Institut national de la santé et de la  
recherche médicale ;

**Vu la décision n° 2000-03, modifiée**  
relative à l'organisation des services centraux de l'Inserm ;

**Vu la décision n° 2022-136, modifiée,**  
relative au Département des Ressources Humaines de l'Inserm ;

**Vu la décision 2021-132, modifiée,**  
Portant nomination de Sylvain BOURGOIN et lui accordant délégation de signature ;

**Vu la décision 2021-206**  
Portant nomination de M. Jean-Yves BARTHES et lui accordant délégation de signature

**DECIDE**

**Article 1 :** L'article 2 de la décision DAJ2021-206 est ainsi rédigé :

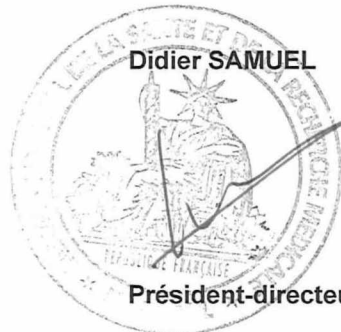
En cas d'absence et d'empêchement de Monsieur Sylvain BOURGOIN, Directeur du Département des Ressources Humaines de l'Inserm, délégation permanente de signature est accordée par Monsieur Didier SAMUEL, Président-directeur général de l'Inserm à Monsieur Jean-Yves BARTHE, Responsable du service « développement professionnel, chercheurs, ingénieurs, techniciens » afin, dans les limites des attributions dudit service et le cas échéant dans le système d'information financier SAFIr, de :

- constater les droits et les obligations de l'établissement,
- signer ou valider tous actes ou documents administratifs ou financiers,

- engager, liquider et ordonnancer les dépenses et,
- liquider les recettes et émettre les ordres de recouvrer correspondants.

**Article 2 :** La présente décision prend effet à compter du 1<sup>er</sup> février 2023.

**Didier SAMUEL**



**Président-directeur général de l'Inserm**